



Défaillances d'entreprises : faut-il s'inquiéter pour 2024 ?

Février 2024

au
GROUP

GARANTIE, FINANCEMENT, GESTION
DU CRÉDIT CLIENTS - RISQUES POLITIQUES

EY

Building a better
working world



Sommaire

Éditorial 05

Top 20 des défaillances 2023 07

Avis d'experts :

▶ En France, comme ailleurs en Europe, le rebond des faillites d'entreprises n'est pas terminé 09

Ana Boata, Allianz Trade

▶ La promotion immobilière en situation précaire 11

Jacques Ehrmann, Groupe Altarea

▶ La résilience des entrepreneurs à l'épreuve des crises économiques 13

Audrey Louail, CroissancePlus

▶ Immobilier : avis de tempête 15

Florence Lafargue-Pautrat, EY

▶ Risques politiques et faillites 17

François Delteil, AU Group

Annexes :

▶ Top 5 par région des entités légales ayant fait l'objet d'une procédure collective en 2023 19

▶ Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de M€10 de CA étant entrées en procédure collective en 2023 23

▶ Types de procédure par taille de CA 27

▶ Types de procédure par région 27

Éditorial



Vivien de Lassée

Directeur Général, AU Group

Vivien de Lassée est diplômé de l'European Business School - London et a suivi une formation bancaire à l'Institut Supérieur de Formation Bancaire - Genève. Il a commencé sa carrière au sein de la banque privée Lombard Odier Darier Hentsch et est arrivé chez AU Group en 2007 pour développer et diriger la filiale Suisse. En 2016 il devient Chief Operation Officer du groupe, puis est nommé Directeur Général AU Group en janvier 2023.



Guillaume Cornu

Partner, Turnaround Restructuring Services leader and Strategy & Transactions Market Leader France
Ernst & Young Advisory

Guillaume a plus de 30 ans d'expérience dans l'accompagnement de dirigeants de sociétés en difficulté. Il débute sa carrière en 1987 chez Deloitte en audit, avant d'intégrer le département Restructuring en 1991, dont il devient responsable en 1999. Il rejoint par la suite EY en 2010 en tant qu'associé en charge du Corporate Restructuring, et prend la direction des métiers de la Transaction de 2013 à 2017. Il dirige ensuite le marché middle market dédié aux entrepreneurs (startup à ETI) pour la région EMEA et la France. Il occupe la fonction de Transaction and Strategy Market Leader depuis juillet 2021. Guillaume est considéré comme un expert dans le domaine de la restructuration d'entreprise.

Marquée par une augmentation de plus de 35 % des défaillances par rapport à l'exercice précédent, 2023 pourrait facilement être considérée comme une « année noire ». En réalité, elle a été celle de la « normalisation », avec un retour à un niveau légèrement supérieur à la situation pré-covid, soit 56 700 procédures collectives enregistrées.

Les TPE, qui représentent plus de 90 % des défaillances en nombre, se sont montrées particulièrement vulnérables. Confrontées à des pressions financières accrues, et contraintes de trouver des relais aux PGE, elles doivent faire face à des difficultés d'accès au crédit.

La part des PME-ETI dans les dépôts de bilan en 2023 a également augmenté significativement par rapport aux exercices précédents.

D'un point de vue sectoriel, c'est la construction (et notamment la promotion immobilière), la distribution et les services qui sont les secteurs ayant enregistré le plus d'insolvabilités en 2023.

En 2024, la tendance des défaillances d'entreprises restera élevée en France avec un niveau attendu légèrement supérieur à celui de 2023, à 60 500 défaillances.

La conjonction de plusieurs facteurs continue en effet de peser sur l'avenir : malgré une certaine détente en 2023, de nouvelles hausses du prix des matières premières sont à prévoir en 2024, notamment celles du plastique, des produits chimiques et des métaux. L'inflation salariale a également été importante cette année avec une augmentation moyenne de 4,5 % selon l'INSEE. Elle pourrait se poursuivre, en particulier dans les métiers en tension.

Comme évoqué, il faudra également compter avec le remboursement des PGE, mais aussi celui des échéances des dettes historiques, dont LBO et Euro PP, et anticiper un refinancement à un coût plus élevé du fait de la montée des taux d'intérêt.



À l'international, le contexte politique, notamment au travers des élections présidentielles dans de nombreux pays (USA, Taiwan, Inde, Russie...), introduit un élément d'incertitude significatif. En Europe de l'Est, le conflit en Ukraine se poursuit. Les sanctions, les ajustements des politiques économiques, des réglementations et des taxes entraîneront probablement des répercussions sur la stabilité des entreprises.

L'évolution de l'inflation et les réponses des banques centrales à travers le monde seront scrutées de près, et l'année 2024 devrait constater une inflexion notable.

Pour toutes ces raisons, les dirigeants doivent anticiper leurs besoins de financement et engager leurs discussions avec leurs partenaires financiers le plus tôt possible, sur la base d'un business plan robuste intégrant notamment tous les leviers opérationnels permettant d'optimiser leur rentabilité et leur trésorerie.

Pour étudier le profil des entreprises en difficulté en 2023, les régions et secteurs les plus impactés par les défaillances et décrypter les tendances 2024, EY, leader du conseil et AU Group, le leader du courtage spécialisé en assurance-crédit et financement de créances unissent leurs forces pour réaliser cette étude (à partir des données fournies par Allianz Trade) autour d'un panel d'experts :

- ▶ **Ana Boata**, Head of Economic Research, Allianz Trade
- ▶ **Jacques Ehrmann**, Directeur General, Groupe Altarea
- ▶ **Audrey Louail**, Dirigeante d'Ecritel, Présidente de Croissance Plus
- ▶ **Florence Lafargue-Pautrat**, Partner EY
- ▶ **François Deltail**, Directeur Grand Comptes, AU Group, Expert en risques politiques

Bonne lecture !

▼ Nombre de défaillances (en milliers) par exercice

Source : Allianz Trade France



Nous remercions toutes les personnes qui, par leur expertise, ont contribué à la réalisation de cette étude, en particulier **Guillaume Cornu, Julien Brindeau, Mihaela Kirova, Fabien Piliu, Sandrine da Cunha, Estelle Dupont Aldiolan et Olivier de La Pontais.**

Top 20 des défaillances 2023

Les principales entrées en procédures collectives sont reprises dans le tableau ci-dessous.

▼ Top 20 des entrées en procédures collectives en 2023

	Raison sociale	Secteur d'activité	Région
1	GO SPORT FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	Auvergne-Rhône-Alpes
2	YANG TECHNOLOGY SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication	Île-de-France
3	HOLDING HERITIER	Activités des sociétés holding	Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
4	ABEKA	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Île-de-France
5	STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Île-de-France
6	IZIWORK	Activités des agences de travail temporaire	Île-de-France
7	HERMIONE RETAIL	Grands magasins	Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
8	DOLPHIN FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	Auvergne-Rhône-Alpes
9	NEW NAF NAF	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Île-de-France
10	SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
11	RESIDE ETUDES SENIORS	Aide à domicile	Île-de-France
12	SARL SOREIDOM	Messagerie, fret express	DOM
13	RESIDENCES SERVICES GESTION	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	Île-de-France
14	RESIDE ETUDES APPARTHOTELS	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	Île-de-France
15	KAPORAL GROUPE	Activités des sociétés holding	Provence-Alpes-Côte d'Azur
16	PROVOST FRERES	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
17	MEGA ENERGIE	Production d'électricité	Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
18	TOLAZZI FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction	Pays de la Loire
19	MINELLI SAS	Commerce de détail de la chaussure	Provence-Alpes-Côte d'Azur
20	PROWOOD	Travaux de menuiserie bois et PVC	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dernière procédure en cours en 2023	Chiffre d'affaires (€)	Nombre d'employés
Liquidation judiciaire	368 752 174	1 867
Liquidation judiciaire	272 729 901	69
Sauvegarde	248 555 000	97
Liquidation judiciaire	243 934 000	303
Redressement judiciaire	208 559 217	1 151
Liquidation judiciaire	195 272 524	128
Sauvegarde	149 101 373	778
Redressement judiciaire	142 514 734	
Redressement judiciaire	141 382 166	765
Sauvegarde	140 460 073	46
Sauvegarde	140 312 820	1 499
Sauvegarde	140 167 141	
Sauvegarde	139 163 036	
Sauvegarde	133 290 515	
Liquidation judiciaire	94 304 000	38
Sauvegarde	92 500 981	
Redressement judiciaire	91 973 206	26
Redressement judiciaire	91 074 163	14
Redressement judiciaire	84 041 187	669
Liquidation judiciaire	80 597 888	23



Méthodologie

Sources : les données relatives aux défaillances ont été fournies par Allianz Trade. Seules les entreprises qui ont fait l'objet d'un premier jugement entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023 sont retenues. Si une entreprise a fait l'objet de plusieurs procédures collectives au cours de l'année 2023, seule la dernière procédure connue est prise en compte dans les statistiques présentées.

Définition : chaque entreprise correspond à un SIREN et donc à une entité juridique.



Ana Boata
Head of Economic Research
Allianz Trade

“ Au total, ce sont deux pays sur trois qui devraient voir en 2024 les faillites d’entreprises dépasser leur niveau pré-pandemie. ”

En France, comme ailleurs en Europe, le rebond des faillites d'entreprises n'est pas terminé

Le rebond des faillites d'entreprises qui s'est accéléré en 2023 n'est pas achevé. Pour une majorité de pays, la normalisation des défaillances qui était attendue, après des années exceptionnelles à plusieurs titres, signifie à la fois rattrapage des niveaux passés et retour aux fondamentaux du risque crédit. De fait, l'exercice 2024 s'annonce délicat, avec la menace d'une croissance économique plus faible, des marges sous pression, ainsi que des conditions de financement appelées à ne s'assouplir que progressivement. Un contexte propice à des faillites durablement élevées en France (60 500 cas) et toujours en hausse au niveau mondial (+10 %).

En 2023, la remontée des défaillances d'entreprises s'est faite à vive allure en France (+35 %), se propageant à toutes les tailles d'entreprises et tous les secteurs, en particulier l'hôtellerie/restauration, le commerce de détail et la construction. Même constat dans une majorité de pays, avec une augmentation à deux chiffres dans les pays représentant plus de 55 % du PIB mondial, en particulier les partenaires économiques de la France comme l'Allemagne (+23 %), l'Italie (+13 %), les Pays-Bas (+52 %), les États-Unis (+47 %) et le Royaume-Uni (+14 %). À noter également une résurgence des faillites de grandes entreprises, et déjà quatre trimestres successifs avec environ 90 faillites d'entreprises de plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires - soit une par jour ! Au final, le rebond des faillites a atteint +7 % au plan mondial en 2023 malgré les faibles volumes toujours enregistrés dans quelques grands marchés émergents (Chine, Brésil, Russie, Turquie).

Nous nous attendons à une nouvelle poussée des faillites en 2024 (+8 % mondialement), en particulier en Amérique du Nord (+21 %) et Europe de l'Ouest (+8 %). En effet, nombre de secteurs et d'entreprises risquent d'être pris en étau par l'affaiblissement des carnets de commandes, l'accumulation des hausses de coûts d'exploitation - les salaires prenant le relais de l'énergie et autres intrants - et le durcissement prolongé des conditions de (re)financement, alors que beaucoup d'entre eux puisent déjà dans les réserves accumulées pendant la phase de reprise post-covid. Au total, avec la France depuis 2023, ce sont deux pays sur trois qui devraient voir en 2024 les faillites d'entreprises dépasser leur niveau pré-pandémie. Sans être le tsunami de la crise financière, cela n'en reste pas moins largement suffisant pour bien devoir resserrer le monitoring des risques crédit.



Jacques Ehrmann
Directeur Général
Groupe Altarea

**“ Les défaillances
seront nombreuses
vers 2024 – 2025 et
les repreneurs ne se
bousculeront pas au
portillon.**

La promotion immobilière en situation précaire

Le secteur de la promotion immobilière de logement est entré courant 2022 dans une crise profonde et durable. Profonde, car il s'agit d'une « polycrise ». Une crise de l'offre, une crise des coûts de production et une crise de la demande. Durable, du fait de causes et facteurs multiples - dont bien sûr la hausse soudaine et importante des taux d'intérêt, ainsi que la raréfaction du crédit immobilier - qui font que, cette fois, il n'y a pas de « mesure martingale », d'antidote miracle, susceptible de faire rapidement redémarrer le marché comme en 2008 - 2009. On se rapproche davantage d'une configuration similaire à la crise de 1991-1995.

Et pourtant le besoin de logements est patent en France, qu'il s'agisse de logements neufs, de logements sociaux, de logements intermédiaires, de résidences étudiantes et seniors, de logements en accession à la propriété ou de logements en locatif.

Curieusement, les besoins du pays sont aussi frappants que le blocage de l'offre (voire sa réduction dans l'ancien liée au retrait proche des logements aux DPE G et F) est complet !

Blocage de l'offre

Le foncier est rare et cher. Cher car les promoteurs se le sont disputé depuis 12 ans, avec un fort effet inflationniste pour un bien dont la disponibilité était déjà limitée.

Il est rare et le deviendra encore avec les objectifs du zéro artificialisation nette (ZAN).

Il en va de même pour les permis de construire. Les maires les délivrent avec réticence. Maire bâtisseur, maire loser (aux élections), dit-on.

Le consensus pour moderniser la ville par la construction neuve s'est érodé au profit des pistes cyclables et des forêts urbaines. Pourtant, 9 sur 10 des visites de citoyens aux permanences des maires ont pour objet un problème de logement (dixit David Lisnard, Président de l'Association des Maires de France).

Pour couronner le tout, les rares permis de construire délivrés le sont avec une densité de construction très inférieure à ce que prévoyait le plan local d'urbanisme (seulement 2/3 de la densité prévue au PLU). Ce sont pourtant les mêmes qui signent les permis et qui imaginent les PLU !

Inflation des coûts

Construire coûte de plus en plus cher : matériaux, main d'œuvre, énergie, augmentent en cycle long (avec des écarts en cycles courts).

Pour couronner le tout, les normes de construction sont constamment revues à la hausse, ce qui peut donner le tournis aux acteurs tant le législateur français ou européen est prolifique, sans véritable cohérence : E + C - puis RE 2020 échelons 2022, 2025, 2028, 2031, taxonomie européenne, CSRD. Chaque marche d'escalier de la norme coûte 5 à 10 % de plus en prix de revient.

Enfin, les promoteurs sont tenus de produire et de vendre des logements sociaux à perte massive. La loi SRU a dérivé en impôt caché : la perte sur chaque m² de logement social doit être répercutée sur chaque m² de logement libre (pour 5 à 10 % de surprix de vente).

Les chartes, cahiers des charges et autres exigences architecturales, coûteuses et souvent peu utiles, viennent achever d'alourdir la note pour l'acheteur final du logement - ou bien inciter à produire des grands appartements (T4, T5) dont le marché est toujours plus étroit.

Désolvabilisation de la demande

Ces dernières années, en caricaturant un peu, l'acheteur ne payait plus vraiment son logement : il le finançait à 100 voire 110 % en crédit à 25 ans, à 1 % de taux d'intérêt ; il remboursait sans pénalité significative et renégociait à loisir.

Il faisait en quelque sorte « porter financièrement » son logement par la banque en attendant de le revendre, tous les 8 ans en moyenne, avec une espérance de plus-value.

Tout a changé avec la raréfaction du crédit, la brutale hausse des taux, les exigences nouvelles d'apport personnel, et les très zélées règles du Haut Conseil de Stabilité Financière.

Maintenant il faut payer, et cher. Trop cher, car tous les errements et surcoûts décrits plus haut sont ruineux. L'acquéreur est désolvabilisé.

Impact sur les acteurs de la promotion immobilière

Les promoteurs, dont le cycle de production et d'engagement est de l'ordre de 4 ans, sont brutalement impactés à plusieurs titres :

1. Les projets sont rares ; les promoteurs sont nombreux.
2. Les fonciers et les projets sont toujours plus coûteux.
3. Tout fonctionnait sous le sédatif que constituait le crédit abondant et indolore. En quelques mois, la machine s'est enrayée.
4. Les promoteurs ont de lourds impacts financiers : logements achevés non vendus (le pire cas de configuration), logements en cours de construction et non vendus, ventes à perte aux particuliers ou aux institutionnels (15 % de décote = 10 % de perte), terrains acquis immobilisés et pré-commercialisation « insuffisante » pour obtenir un crédit promoteur et/ou une garantie financière d'achèvement permettant de passer les VEFA, études et dossiers de PC gaspillés, indemnités d'immobilisation, frais financiers en forte hausse et pénalités diverses, ventes à perte, BFR en vive hausse, difficultés de financement, pertes et provisions, sureffectifs, coûts de structure disproportionnée. Les bilans sont soumis à forte pression et le cash file à vive allure.
5. Les défaillances seront nombreuses vers 2024-2025 et les repreneurs ne se bousculeront pas au portillon, car acquérir un promoteur en difficulté implique de reprendre du risque, au moins pour quelques années.
6. Les promoteurs qui parviendront à s'extirper de cette phase ruineuse (les plus solides, les moins endettés, les mieux pourvus en fonds propres ou en activités diversifiées) devront de surcroît réduire fortement la voilure, adapter leur outil de travail à la contraction de leur activité (de 30 à 50 % en moins).

Et pourtant ! La France, comme la plupart de ses voisins européens, a cruellement besoin de davantage de logements dans les grandes agglomérations, alors même que les promoteurs vont se retrouver contraints à moins produire.



Audrey Louail

Dirigeante d'Ecritel,
Présidente de CroissancePlus

***“ Il est désormais
essentiel de soutenir
la compétitivité de nos
entreprises non pas à
coup de subventions,
mais par le maintien
de la politique de l'offre
telle qu'elle a été menée
depuis plusieurs
années***





La résilience des entrepreneurs à l'épreuve des crises économiques

Depuis près de 4 ans, les entrepreneurs traversent des crises qui s'enchainent et parfois se cumulent : colère sociale, COVID, guerre en Ukraine, hausse des coûts énergétiques, inflation, restriction de la politique monétaire, pénurie de main d'œuvre. Une bonne partie de ces facteurs de risques définissent désormais une réalité économique dans laquelle l'entrepreneur est contraint de s'adapter en permanence.

Ces instabilités jouent énormément sur la vie des entreprises, atténuées toutefois par les dispositifs de soutien public implémentés durant la pandémie. Les défaillances d'entreprise sont ainsi restées basses, permettant aux entreprises, même lorsqu'elles n'étaient pas viables, de maintenir leur activité. Ces aides prennent logiquement fin, ouvrant une période de correction.

En 2024, les menaces qui pèsent sur l'économie restent fortes et fragilisent les entreprises, même les plus robustes.

D'abord, le renchérissement du coût de financement met fin à une période de relative abondance caractérisée par des politiques monétaires très accommodantes, et met à mal les investissements des entreprises, alors même qu'elles sont attendues sur la transition écologique, le renforcement de leurs outils de production sur le territoire, l'augmentation des rémunérations et le partage des bénéfices pour conserver leurs talents. La rentabilité des entreprises devient cruciale si l'entrepreneur souhaite financer ces projets.

Dernier facteur de difficulté : la poursuite d'un contexte inflationniste, marqué par un accès à l'énergie qui reste plus coûteux. La première vague de montée des prix s'est désormais diffusée à tous les étages de l'économie, et notamment aux fournisseurs et aux salariés. Si les perspectives de croissance sont mitigées, le sous-jacent inflationniste demeure important.

Dans ce contexte d'incertitude économique et de croissance morose, il est désormais essentiel de soutenir la compétitivité de nos entreprises non pas à coup de subventions, mais par le maintien de la politique de l'offre telle qu'elle a été menée depuis plusieurs années : des règles fiscales homogènes et pérennes permettant aux entreprises d'améliorer leur compétitivité, d'innover et de générer de la croissance.

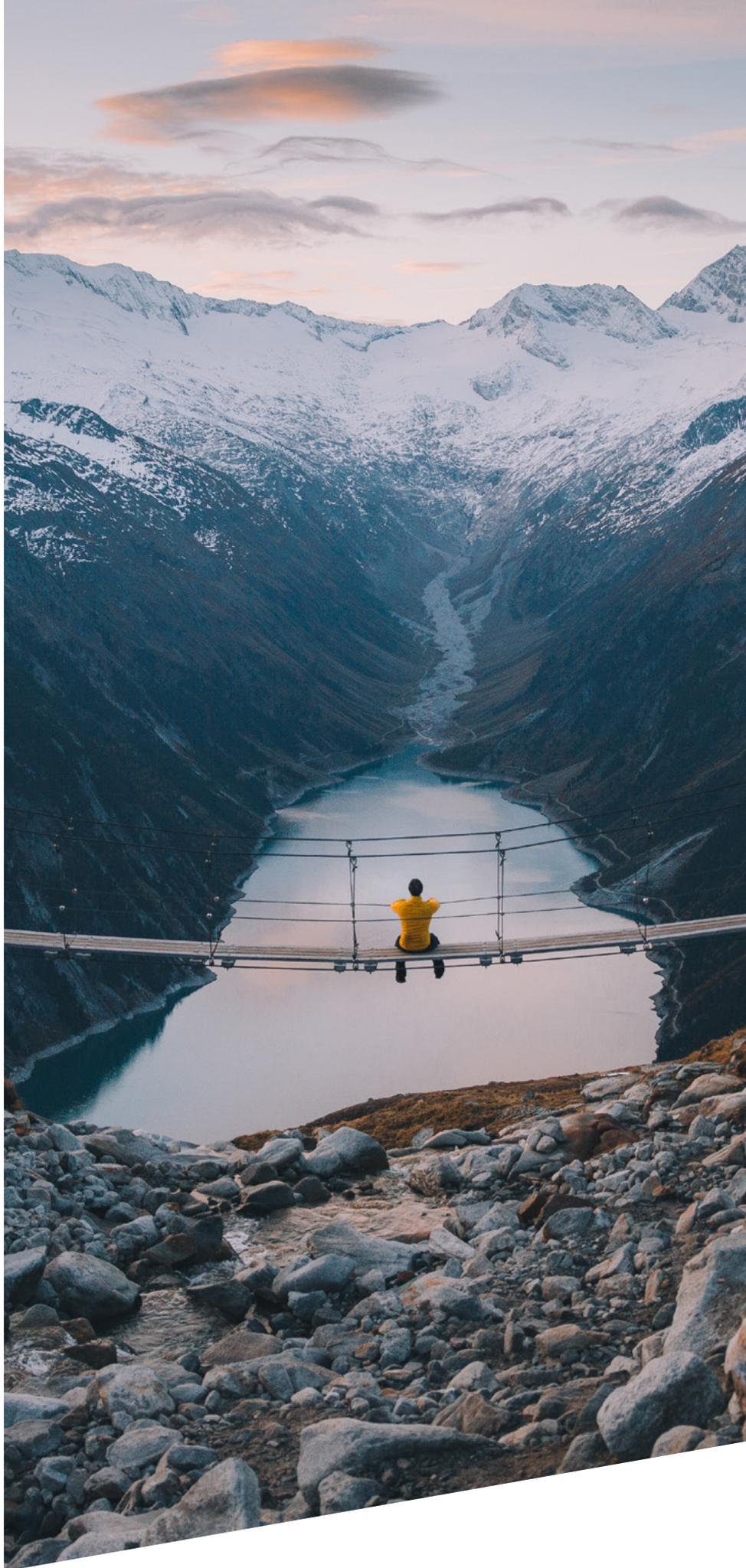
L'année 2024 dépendra beaucoup de cette capacité à mener une politique économique centrée sur la production plutôt que de céder aux sirènes du court-terme, qui alourdissent les charges des entreprises et pénalisent le pays.



Florence Lafargue-Pautrat

Partner, M&A, Immobilier et Tourisme, EY

**“ L’immobilier a
beau avoir toujours
été cyclique, la crise
actuelle n’en est pas
moins particulièrement
brutale. La hausse de
l’inflation comme celle des
taux d’intérêt marquent
actuellement une pause,
ce qui peut laisser espérer
un retournement de
tendance. ”**





Immobilier: avis de tempête

Après de nombreuses années de croissance, le marché immobilier a connu un premier repli sous l'effet conjugué de la pandémie, l'augmentation des coûts de construction et la montée en puissance des normes environnementales.

Alors que les acteurs s'adaptaient, la hausse des taux d'intérêt et le resserrement des conditions de crédit sont venus donner un nouveau coup de frein.

Tertiaire

Le volume de transactions s'est effondré, avec seulement 11,5 Md€ sur l'année 2023, contre 25,5 Md€ un an auparavant. Les bureaux et commerces affichent les plus forts reculs, alors que l'hôtellerie, portée par des flux touristiques importants, présente un volume quasiment stable (2 Md€).

Délaissées, les foncières cotées affichent des cours de bourse en berne, extériorisant souvent des décotes sensibles sur les actifs nets réévalués, pourtant issus de valeurs d'expertises. Ces décotes devraient s'amenuiser avec la publication des résultats 2023 incluant des valeurs révisées. Les SCPI revoient à la baisse les prix de souscription, mais la crise de confiance est là et certains souscripteurs souhaitent céder leurs parts, entraînant des problèmes de liquidité.

La promotion immobilière tertiaire est quasi à l'arrêt, les équations économiques ne rendant plus les projets rentables.

Résidentiel

Le volume de vente aux investisseurs atteint 2 Md€, soit moins de la moitié de celui des années précédentes. Seules les résidences gérées, aux taux de rendement plus attractifs, tirent leur épingle du jeu.

Les ventes aux particuliers, également touchées par la fin du dispositif Pinel, chutent brutalement. Les constructeurs de maisons individuelles sont les plus impactés, suivis par les promoteurs qui voient leurs ventes décroître de plus de 30 % sur un an. L'implication d'Action Logement et de CDC Habitat, qui se sont engagés à acquérir près de 50 000 logements, d'autres mesures telles que l'extension des prêts à taux zéro, devraient contenir un peu la baisse.

Les agences immobilières ne sont pas épargnées : plus 900 ont été placées en redressement ou en liquidation en 2023 (soit près de 3 % du total).

Le pire derrière nous ?

L'immobilier a toujours été cyclique mais la crise actuelle est brutale. La hausse de l'inflation comme celle des taux d'intérêt marquent actuellement une pause, pouvant laisser espérer un retournement de tendance. Mais il ne sera pas immédiat et les trésoreries des acteurs les plus fragiles devront tenir.

Dans cet environnement morose surnagent, voire performant, sans surprise, les acteurs innovants, ceux à fort prisme environnemental et ceux ayant su réorienter une partie de leur activité vers la réhabilitation.



François Delteil

Directeur Grand Comptes - AU Group,
Expert en risques politiques

“ Des décisions politiques peuvent aussi être directement à l’origine de défaillances d’entreprises, notamment dans des pays soumis au « Fait du Prince ».





Risques politiques et faillites

Beaucoup de crises économiques sont nées d'événements politiques majeurs : le ralentissement économique actuel est ainsi directement lié au déclenchement de la guerre en Ukraine, tout comme le plus ancien choc pétrolier de 1973 était consécutif à la guerre du Kippour.

Les défaillances d'entreprises consécutives à ces événements le sont de façon indirecte, car liées à l'inflation de l'énergie et des matières premières, entraînant hausses des taux d'intérêt et baisses de croissance. Elles sont aussi la conséquence de décisions politiques des États : ce sont les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie qui raréfient l'offre disponible de matières premières et créent de l'inflation, de la même façon qu'en 1973 les États du Golfe ont provoqué une hausse des cours du pétrole à l'issue de la défaite de la coalition arabe contre Israël.

Des décisions politiques peuvent aussi être directement à l'origine de défaillances d'entreprises, notamment dans des pays soumis au « Fait du Prince ». La société française Necotrans, dont le chiffre d'affaires dépassait le milliard d'euros, ne s'est jamais remise financièrement de la rupture unilatérale de la concession du port de Conakry par le président Alpha Condé, nouvellement arrivé au pouvoir.

Les filiales de sociétés françaises en Afrique francophone ont longtemps été considérées comme des entreprises solides, bénéficiant d'une activité régulière et d'une bonne intégration aux économies locales. La vague des putschs militaires au Mali, au Burkina Faso, en Centre-Afrique et au Niger ont beaucoup fragilisé leur activité, du fait de la dégradation économique de ces pays, de l'insécurité et des relations diplomatiques tendues avec la France. Certains groupes ont d'ailleurs préféré vendre leurs entités locales.

Pour 2024, des scrutins électoraux auront lieu dans 70 pays, dont les États-Unis, la Russie, Taïwan, l'Iran, le Royaume-Uni et l'Inde. Ils seront dominés par des vents nationalistes et protectionnistes, et concernent directement trois foyers de conflits réels ou potentiels : l'Ukraine, Taïwan et le Proche-Orient. S'il est difficile de quantifier la nature et l'ampleur des risques économiques que portent en germe ces scrutins, on sait néanmoins que de nouveaux chocs sont possibles pour les entreprises, tant au niveau de leurs approvisionnements que de leurs débouchés.

Top 5 par région des entités légales ayant fait l'objet d'une procédure collective en 2023

Raison sociale	Secteur d'activité
Aquitaine - Limousin - Poitou Charentes	
HOLDING HERITIER	Activités des sociétés holding
HERMIONE RETAIL	Grands magasins
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
PROVOST FRERES	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
LUCIEN GEORGLIN	Transformation et conservation de fruits
Auvergne-Rhône-Alpes	
GO SPORT FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
DOLPHIN FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
TRAX DISTRIBUTION	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
KERIA	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
VALFER	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
Bourgogne-Franche-Comté	
POETIC	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques
SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AVEAL	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
CENTRE ELECTRONIQUE DE L'AUDIO-VISUEL & DES TRANSMISSIONS	Réparation d'équipements de communication
MAISON DE LA LITERIE INDUSTRIES	Fabrication de matelas
FEDERATION DES ETABLISSEMENTS DACCUEIL ET ORGANISATIONS DE SERVICES A DOMICILE	Aide à domicile
Bretagne	
SAS ALAIN DECLERCQ MAX PLUS	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques
L3P	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
LES MAISONS RENNAISES	Construction de maisons individuelles
AR.VAL.	Fabrication de matériel de lavage et de manutention
NEXUS SANTE	Centrales d'achat non alimentaires
Centre Val de Loire	
THEVENIN SA	Travaux de menuiserie bois et PVC
NOVEMBER 17	Gestion de fonds
STEVA ORLEANS	Découpage, emboutissage
ETS MARCHAND	Commerce de gros (commerce interentreprises) de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
ASSISTANCE MULTI SERVICES PROPLETE	Nettoyage courant des bâtiments
Corse	
COMPAGNIE GENERALE D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE	Commerce de gros d'équipements automobiles
MORETTI CONSTRUCTION	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
MESINCU	Hôtels et hébergement similaire
C G S I	Édition de logiciels applicatifs
BAT CONCEPT	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment

Dernière procédure en cours en 2023	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Sauvegarde	248 555 000	97
Sauvegarde	149 101 373	778
Sauvegarde	140 460 073	46
Sauvegarde	92 500 981	NC
Redressement judiciaire	70 942 428	315
Liquidation judiciaire	368 752 174	1 867
Redressement judiciaire	142 514 734	NC
Redressement judiciaire	57 544 460	42
Redressement judiciaire	48 916 385	333
Liquidation judiciaire	41 813 526	10
Liquidation judiciaire	33 199 957	NC
Redressement judiciaire	32 874 729	NC
Liquidation judiciaire	28 341 598	240
Liquidation judiciaire	23 602 905	45
Liquidation judiciaire	23 234 128	456
Liquidation judiciaire	31 178 539	52
Liquidation judiciaire	28 113 042	156
Liquidation judiciaire	23 541 553	59
Liquidation judiciaire	21 760 861	NC
Redressement judiciaire	17 117 422	NC
Redressement judiciaire	54 286 870	414
Redressement judiciaire	54 286 870	623
Redressement judiciaire	23 916 596	58
Redressement judiciaire	13 589 923	18
Sauvegarde	13 029 591	NC
Liquidation judiciaire	5 297 353	NC
Redressement judiciaire	4 213 602	NC
Redressement judiciaire	3 001 912	26
Sauvegarde	2 469 331	NC
Liquidation judiciaire	2 308 660	NC



Raison sociale	Secteur d'activité
DOM-TOM	
SARL SOREIDOM	Messagerie, fret express
SOCIETE DES GRANDS MOULINS DES ANTILLES	Meunerie
COMPAGNIE AERIENNE INTER REGIONALE EXPRESS	Transports aériens de passagers
LE MOULIN	MEUNERIE
NVESTO 7	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
Grand Est	
SITEK INSULATION	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.
VELCOREX SINCE 1828	Tissage
PARFUMERIE ET CHIMIE	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
LANA PAPIERS SPECIAUX II	Fabrication de papier et de carton
CHOPIN	Commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons
Hauts-de-France	
MG-VALDUNES	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
SAS CITY GC	Construction d'autres bâtiments
PHOENIX SERVICES FRANCE	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin
COTE SECURITE	Activités de sécurité privée
ETS JEAN NICOLAS DUCATILLON	Vente à distance sur catalogue spécialisé
Île-de-France	
YANG TECHNOLOGY SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication
ABEKA	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
IZIWORK	Activités des agences de travail temporaire
NEW NAF NAF	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	
MEGA ENERGIE	Production d'électricité
OXYLIO	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
SOCAL DISTRIBUTION	Commerce de gros d'équipements automobiles
PORTAGEO	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
ENTREPRISE CARRE	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
Normandie	
ETABLISSEMENTS POULINGUE	Travaux de charpente
AVENEL SAS	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
DE BIASIO	Construction d'autres bâtiments
COMPAGNIE NOUVELLE DE MANUTENTIONS ET DE TRANSPORTS	Entreposage et stockage non frigorifique
N.M.A. GESTION	Activités des sociétés holding
Pays de la Loire	
TOLAZZI FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
PROMOTAL	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
ECOSYS	Collecte des déchets dangereux
HABITAT PRO SOLUTIONS	Autres travaux d'installation n.c.a.
RUEL BRUNO	Préparation industrielle de produits à base de viande
Provence-Alpes-Côte d'Azur	
KAPORAL GROUPE	Activités des sociétés holding
MINELLI SAS	Commerce de détail de la chaussure
PROWOOD	Travaux de menuiserie bois et PVC
KAPORAL COLLECTIONS	Fabrication de vêtements de dessus
SCOPELEC SUD-EST	Autres activités de télécommunication

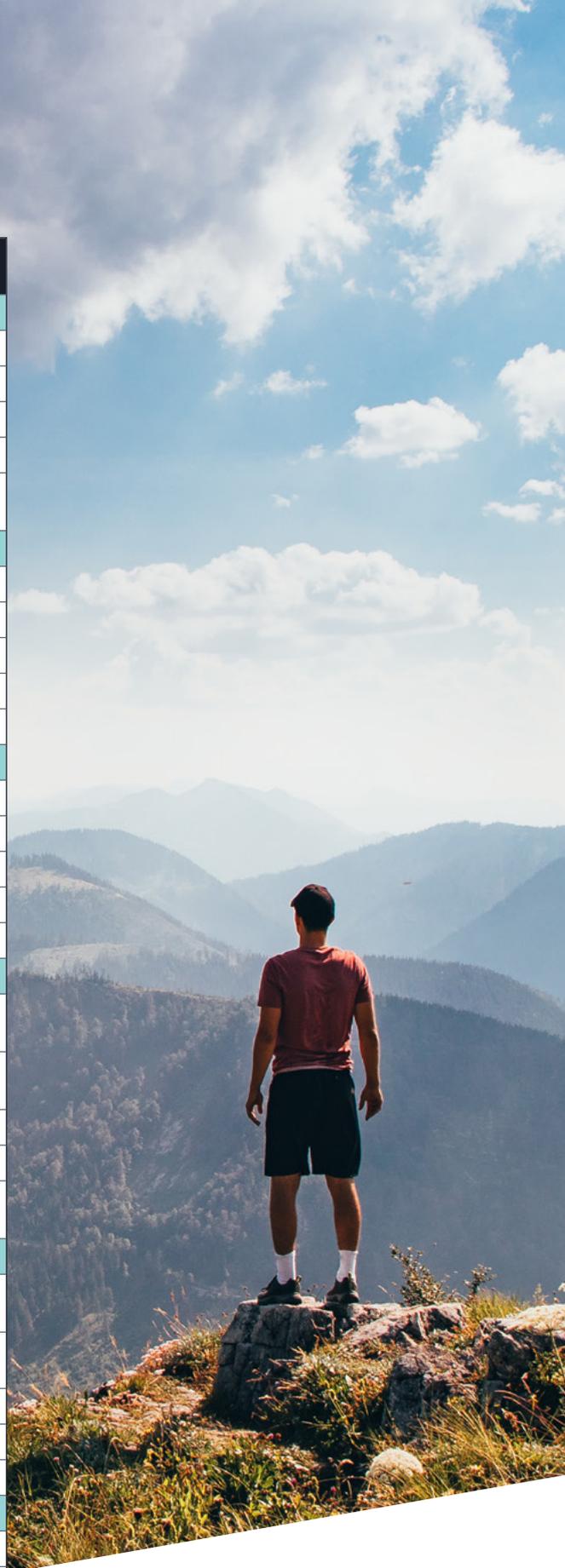
Dernière procédure en cours en 2023	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Sauvegarde	140 167 141	NC
Sauvegarde	40 690 387	62
Liquidation judiciaire	32 595 978	197
Redressement judiciaire	18 765 861	NC
Redressement judiciaire	14 549 985	NC
Redressement judiciaire	22 340 545	NC
Liquidation judiciaire	18 960 715	92
Liquidation judiciaire	18 867 878	NC
Liquidation judiciaire	16 984 312	69
Redressement judiciaire	11 714 442	NC
Redressement judiciaire	68 461 239	355
Liquidation judiciaire	43 278 491	48
Liquidation judiciaire	35 224 738	234
Liquidation judiciaire	34 489 939	1 285
Redressement judiciaire	21 236 320	NC
Liquidation judiciaire	272 729 901	69
Liquidation judiciaire	243 934 000	303
Redressement judiciaire	208 559 217	1 151
Liquidation judiciaire	195 272 524	128
Redressement judiciaire	141 382 166	765
Redressement judiciaire	91 973 206	26
Sauvegarde	48 090 182	88
Liquidation judiciaire	35 042 955	58
Sauvegarde	29 501 017	NC
Redressement judiciaire	17 787 840	103
Redressement judiciaire	48 778 868	211
Redressement judiciaire	46 237 925	NC
Redressement judiciaire	14 256 158	27
Liquidation judiciaire	12 865 959	65
Redressement judiciaire	11 340 742	NC
Redressement judiciaire	91 074 163	14
Redressement judiciaire	17 755 947	92
Liquidation judiciaire	15 287 852	97
Liquidation judiciaire	14 832 481	106
Redressement judiciaire	10 539 011	36
Liquidation judiciaire	94 304 000	38
Redressement judiciaire	84 041 187	669
Liquidation judiciaire	80 597 888	23
Redressement judiciaire	68 529 530	35
Liquidation judiciaire	51 516 425	330



Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de M€10 de CA étant entrées en procédure collective en 2023

Raison sociale	Secteur d'activité
Agro - Alimentaire - Restauration	
LUCIEN GEORGELIN	Transformation et conservation de fruits
NEW COURT	Restauration traditionnelle
SOCIETE DES GRANDS MOULINS DES ANTILLES	Meunerie
FRICHTI	Services des traiteurs
SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE AVEAL	Commerce de gros (commerce interentreprises) de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail
Automobile - Mécanique	
MG-VALDUNES	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant
OXYLIO	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
SOCAH DISTRIBUTION	Commerce de gros d'équipements automobiles
AUTOMOTIV	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
G T C	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
BTP - Construction - Bois et dérivés	
HOLDING HERITIER	Activités des sociétés holding
SCIERIE DE L'ATLANTIQUE	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
PROVOST FRERES	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
PROWOOD	Travaux de menuiserie bois et PVC
CITY GC - HERVE	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Chimie - Plastique - Santé	
POETIC	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques
FEDERATION DES ETABLISSEMENTS DACCUEIL ET ORGANISATIONS DE SERVICES A DOMICILE	Aide à domicile
GROUPE SEBBIN	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire
PARFUMERIE ET CHIMIE	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
PHARMATICA	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques
Distribution - Commerce de Gros	
TOLAZZI FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
EUGENE-PERMA FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté
HABITAT FRANCE	Activités des sociétés holding
TRAX DISTRIBUTION	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
TELE SHOPPING	Vente à distance sur catalogue spécialisé
Industrie - Métaux - Minerais	
STEVA ORLEANS	Découpage, emboutissage
SITEK INSULATION	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.
AR.VAL.	Fabrication de matériel de lavage et de manutention
ARKAL	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
RISA	Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction

Dernière procédure en cours en 2023	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Redressement judiciaire	70 942 428	315
Liquidation judiciaire	65 868 745	1921
Sauvegarde	40 690 387	62
Liquidation judiciaire	37 178 413	248
Redressement judiciaire	32 874 729	NC
Redressement judiciaire	68 461 239	355
Sauvegarde	48 090 182	88
Liquidation judiciaire	35 042 955	58
Liquidation judiciaire	32 931 384	NC
Redressement judiciaire	30 796 348	3
Sauvegarde	248 555 000	97
Sauvegarde	140 460 073	46
Sauvegarde	92 500 981	NC
Liquidation judiciaire	80 597 888	23
Liquidation judiciaire	76 302 893	139
Liquidation judiciaire	33 199 957	NC
Liquidation judiciaire	23 234 128	456
Redressement judiciaire	19 166 907	142
Liquidation judiciaire	18 867 878	NC
		NC
Redressement judiciaire	91 074 163	14
Liquidation judiciaire	78 630 221	NC
Liquidation judiciaire	63 960 994	346
Redressement judiciaire	57 544 460	42
Liquidation judiciaire	55 249 491	56
Redressement judiciaire	23 916 596	58
Redressement judiciaire	22 340 545	NC
Liquidation judiciaire	21 760 861	NC
Liquidation judiciaire	18 626 216	83
Redressement judiciaire	13 327 305	NC



Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de M€10 de CA étant entrées en Procédure Collective en 2023

Raison sociale	Secteur d'activité
IT - Electroménager - Electricité	
YANG TECHNOLOGY SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication
MEGA ENERGIE	Production d'électricité
OPEN ENERGIE	Production d'électricité
SCOPELEC SUD-EST	Autres activités de télécommunication
BIOSERENITY	Recherche-développement en biotechnologie
Papier	
EXTERION MEDIA (FRANCE) SA	Activités des agences de publicité
HELIO PRINT	Autre imprimerie (labeur)
RT FRANCE	Production de films et de programmes pour la télévision
THE PROGRAMMATIC AGENCY	Régie publicitaire de médias
SauvegardeP TRANSPORT	Autres activités de poste et de courrier
Services	
ABEKA	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
IZIWORK	Activités des agences de travail temporaire
RESIDE ETUDES SENIORS	Aide à domicile
RESIDENCES SERVICES GESTION	Location de terrains et d'autres biens immobiliers
RESIDE ETUDES APPARTHOTELS	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
Textile	
GO SPORT FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
STOCK J BOUTIQUE JENNYFER	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
HERMIONE RETAIL	Grands magasins
DOLPHIN FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
NEW NAF NAF	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Transport et Maintenance	
SARL SOREIDOM	Messagerie, fret express
BERTHELET SA	Activités des sociétés holding
COMPAGNIE AERIENNE INTER REGIONALE EXPRESS	Transports aériens de passagers
CARS BERTHELET	Autres transports routiers de voyageurs
GSG TRANSPORT EXPRESS	Transports routiers de fret interurbains

Dernière procédure en cours en 2023	Chiffre d'affaires	Nombre d'employés
Liquidation judiciaire	272 729 901	69
Redressement judiciaire	91 973 206	26
Liquidation judiciaire	65 820 844	38
Liquidation judiciaire	51 516 425	330
LIQUIDATION JUDICIAIRE	46 514 111	180
Redressement judiciaire	73 650 549	188
Redressement judiciaire	31 653 529	160
Liquidation judiciaire	26 770 930	174
Redressement judiciaire	18 644 012	12
Liquidation judiciaire	17 913 882	NC
Liquidation judiciaire	243 934 000	303
Liquidation judiciaire	195 272 524	128
Sauvegarde	140 312 820	1499
Sauvegarde	139 163 036	NC
Sauvegarde	133 290 515	NC
Liquidation judiciaire	368 752 174	1867
Redressement judiciaire	208 559 217	1151
Sauvegarde	149 101 373	778
Redressement judiciaire	142 514 734	NC
Redressement judiciaire	141 382 166	765
SAUVEGARDE	140 167 141	NC
SAUVEGARDE	32 709 000	309
LIQUIDATION JUDICIAIRE	32 595 978	197
SAUVEGARDE	26 132 416	221
LIQUIDATION JUDICIAIRE	16 030 956	208



Types de procédure par taille de CA (société de plus de 2 M€)

	Liquidation judiciaire	Redressement judiciaire	Sauvegarde	Total général
1-5 M€	750	447	123	1 320
5-10 M€	181	140	45	366
10-50 M€	114	80	30	224
50-100 M€	9	12	2	23
100-250 M€	2	3	7	12
>250 M€	2			2
Total général	1 058	682	207	1 947

Types de procédure par région (société de plus de 2 M€)

	Liquidation judiciaire	Redressement judiciaire	Sauvegarde	Total général
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	71	67	24	162
Auvergne-Rhône-Alpes	123	75	31	229
Bourgogne-Franche-Comté	19	24	3	46
Bretagne	40	25	3	68
Centre Val de Loire	26	19	5	50
Corse	4	4	1	9
DOM	25	18	16	59
Grand Est	65	36	8	109
Hauts de France	75	52	12	139
Ile-de-France	402	181	58	641
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	62	59	15	136
Normandie	15	29	6	50
Pays de la Loire	35	27	9	71
Provence-Alpes-Côte d'Azur	96	66	16	178
Total général	1 058	682	207	1 947



EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 Ernst & Young Advisory.

Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2401BMC011.

SCORE France N°2024-005.

ED none.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Contacts



Guillaume Cornu

Partner, Turnaroud Restructuring Services leader and Strategy & Transactions Market Leader France
Ernst & Young Advisory
guillaume.cornu@fr.ey.com



Julien Brindeau

Associé
Ernst & Young Advisory
julien.brindeau@fr.ey.com

AU Group

Depuis 1929, AU Group, courtier-conseil spécialisé dans le domaine du crédit clients, s'engage aux côtés des entreprises B2B et les accompagne dans l'optimisation du poste clients pour soutenir leur croissance.

AU Group structure, négocie et déploie des solutions de garantie du crédit clients, financement et gestion du poste clients, risques spéciaux et solutions dédiées e-commerce.

Société familiale 100 % indépendante, AU Group c'est aussi 260 experts partout dans le monde, plus de 4 500 clients et une présence dans 48 pays.

AU GROUP - SAS au capital de 2 000 000 €
552 073 256 RCS Paris - ORIAS 07005117
91, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 66 46 - au@au-group.com - au-group.com
Assurance de responsabilité civile professionnelle et garantie financière conformes aux articles L. 512-6 et L. 512-7 du code des assurances et à l'article L. 519-3-4 du code monétaire et financier.

au-group.com



Vivien de Lassée

Directeur Général
AU Group
vdelassée@au-group.com



Olivier de La Pontais

Directeur
AU Group
delapontais@au-group.com